

UKRAINE

COMPRENDRE LES ENJEUX

UKRAINE



CAPITALE : KIEV

43 000 000 HABITANTS

603 549 KM2

**RÉPUBLIQUE
PARLEMENTAIRE**

LANGUES PRINCIPALES :

UKRAINIEN, RUSSE

CONFLIT

+ 6 000 MORTS

500 000 RÉFUGIÉS

IL Y A UN AN, LA GUERRE A FAIT SA RÉAPPARITION EN EUROPE, DANS UN PAYS DE 43 MILLIONS D'HABITANTS, L'UKRAINE, QUI POURRAIT ÊTRE UN VÉRITABLE « LIEN » ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RUSSIE. C'EST LA PREMIÈRE GUERRE D'AMPLEUR DEPUIS CELLES QUI ONT RAVAGÉ L'EX-YOUGOSLAVIE ET LES RÉPUBLIQUES CAUCASIENNES DE L'EX-URSS DANS LES ANNÉES 1990.

Ce conflit brutal a déjà fait plus de 6 000 morts et un demi million de réfugiés, pour la plupart en Russie. C'est une véritable crise humanitaire qui se vit à nos portes.

LA GUERRE N'EST PAS LA SOLUTION

Ce qu'il faut, c'est une résolution politique de la crise par des moyens diplomatiques et pacifiques, donc en écartant la voix des armes. Une solution où prévaudraient la justice et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sans intervention ni influence étrangères.

Cette destinée librement choisie des peuples n'appartient qu'à eux et il n'est pas question de décider à leur place de leur avenir. Les accords de Minsk 2 sont un premier pas dans la bonne direction parce qu'ils ont réuni l'ensemble des protagonistes. Certes, des difficultés demeurent ; le cessez-le-feu n'est pas partout respecté et le pays, notamment dans sa partie orientale, qui est russophone, est dévasté par la guerre.

LE GOUVERNEMENT DE KIEV PORTE UNE LOURDE RESPONSABILITÉ DANS CETTE DRAMATIQUE SITUATION.

Notamment en ayant, dans un premier temps, voulu interdire la langue russe, pourtant langue maternelle des Ukrainiens de l'Est ; et en s'opposant à toute avancée constitutionnelle et administrative des parlements régionaux. Les gouvernements occidentaux, et singulièrement l'Union européenne, ont aussi une lourde part de responsabilité en ayant voulu tirer l'Ukraine vers des accords de coopération exclusive en la coupant

de la Russie.

Au sein du gouvernement ultralibéral de Kiev, des forces ouvertement fascistes font monter la tension ; et des groupes paramilitaires, se réclamant ouvertement du nazisme, servent de suppléants à l'armée ukrainienne dans les combats qui n'épargnent pas les civils. On ne saurait, pour autant, exonérer les responsabilités des forces «séparatistes» de l'Est et du pouvoir en Russie dans les exacerbations ultranationalistes en cours dans le pays.

IL EST PLUS QUE TEMPS DE TOUT FAIRE POUR EMPÊCHER QUE LA GUERRE NE PERDURE ET QU'ELLE NE S'ÉTENDE

Cela passe aussi par un soutien aux forces démocratiques ukrainiennes, et particulièrement au KPU (Parti communiste d'Ukraine) qui combat la guerre, s'y est toujours opposé et se prononce pour l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le respect de la diversité culturelle et linguistique du pays, et au renforcement de l'autonomie des parlements régionaux.

Le KPU notait d'ailleurs que c'est la politique nationaliste agressive du gouvernement de Kiev qui a conduit à la sécession de la Crimée et son rattachement ultérieur à la Fédération de Russie en mars 2014. C'est bien la politique mise en œuvre par les forces nationalistes de Kiev qui risque d'aboutir à la division du pays, si le premier pas enregistré à Minsk ne se traduit pas par un accord politique et la fin des souffrances des populations civiles.

UKRAINE : COMPRENDRE LES ENJEUX



LA CRISE UKRAINIENNE

La crise ukrainienne n'est pas survenue d'un seul coup avec le rejet par les populations de l'Est de la souveraineté de Kiev, ni sous l'effet d'une politique expansionniste de la Russie.

Depuis la proclamation de sécession de l'Ukraine le 1^{er} décembre 1991 et la dissolution de l'Union soviétique, qui a conduit à l'indépendance des anciennes républiques la constituant (Russie comprise), l'Ukraine est passée de crises politiques en crises politiques, souvent avec des conséquences dramatiques.

L'Ukraine était devenue lors de son indépendance par la force des choses une puissance nucléaire, héritée de l'URSS. En décembre 1994, Kiev a remis son arsenal nucléaire à la Russie ; cette dernière ainsi que les États-Unis et le Royaume-Uni garantissant en échange son intégrité territoriale (Mémoire de Budapest).

Toute extension de la guerre peut donc avoir des conséquences terribles puisque la Russie, la France et la Grande-Bretagne sont des puissances nucléaires, tout comme les États-Unis qui participent via l'OTAN à des démonstra-

tions de forces autour de la Russie, notamment dans les pays baltes et en Pologne.

La révolution orange de 2004 avait opposé entre eux des oligarques de diverses obédiences. Viktor Ianoukovitch élu en 2010, lors d'un scrutin qu'aucun observateur international n'a remis en cause, et dont le comportement autocratique avait été notamment dénoncé par les communistes ukrainiens, avait engagé son pays dans une alliance avec l'Union européenne avant de tourner brutalement casaque sous la pression de Moscou.

C'est à partir de ce changement de position qu'a éclaté ce que l'on a appelé la révolte de Maïdan qui, au-delà de légitimes aspirations démocratiques, a ouvert la voie à des confrontations armées. Il ne faut pas passer par pertes et profits les centaines de morts de la répression sur la place même de Maïdan – même si personne n'exclut des provocations à ce moment-là visant à accélérer le processus de renversement du pouvoir – qui a conduit à une situation insurrectionnelle, la destitution du président par le Parlement et sa fuite vers

la Russie. À Kiev, avant les élections qui ont porté le président Porochenko au pouvoir en juin 2014, le gouvernement mis en place s'est aussitôt appuyé sur des éléments nationalistes et ouvertement néo-nazis. C'est ce gouvernement qui a déclenché les premières actions militaires contre les russophones de l'Est. Petro Porochenko a été élu alors qu'une large partie du pays ne pouvait voter (les provinces de l'Est et, naturellement la Crimée, rattachée à la Russie).

Il n'empêche que Petro Porochenko a été élu largement dans les régions où il y a eu vote tandis que, dans les régions russophones, les élections organisées par les « républiques populaires du Donetsk et de Lougansk » ont vu une participation très forte au scrutin distinct des élections générales du 2 novembre 2014.

La politique menée par les autorités de Kiev après la chute de Viktor Ianoukovitch aura donc conduit à deux légitimités au sein de la république ukrainienne.



LA RESPONSABILITE DE L'UE ET DE L'OTAN

L'UE et les États-Unis portent une lourde responsabilité dans la situation que vit l'Ukraine.

La signature par l'Ue -dans le cadre de son partenariat oriental défini en 2009- de l'accord d'association avec l'Ukraine (ratifié par le Parlement ukrainien en septembre 2014 mais qui n'entrera totalement en vigueur qu'en 2015) a été l'un des détonateurs de la crise politique que vit le pays depuis novembre 2013 et des tensions grandissantes dans les relations avec la Russie.

L'UE, au lieu de tenter de mettre en place -dans son voisinage- des politiques de coopération sur une base d'égalité et de réciprocité, a décidé -en fait- depuis que le premier accord de partenariat et de coopération UE-Ukraine, est entré en vigueur en 1998 ; de favoriser une extension de sa zone d'influence sur la base d'une libéralisation économique visant à instaurer une économie de marché ; en démantelant progressivement la structure étatique de l'économie ; en favorisant ainsi la mise en coupe réglée des principaux secteurs stratégiques de l'économie par les oligarques qui se sont partagés le pouvoir.

Les conséquences de l'accord avec l'UE seront

très douloureuses pour l'économie ukrainienne. Là comme ailleurs, les conditions des réformes structurelles imposées par l'UE et par le FMI se traduiront par un appauvrissement du pays et de sa population. Les restructurations en cours, notamment dans le secteur énergétique, ouvert dorénavant aux investisseurs européens et américains ; attisent d'autant plus les tensions avec la Russie qui tente elle de développer dans son propre espace de voisinage une union régionale eurasiatique.

Les préconisations de l'UE ne tiennent pas compte de la nécessité de relations égalitaires avec tous les États de la région, de la nécessité -dans ce cadre- d'aboutir à un partenariat économique et stratégique avec la Russie ouvrant la voie à la mise en place d'un système de sécurité collective qui englobe l'ensemble du continent européen.

Bien au contraire, c'est l'activation des politiques de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie ; comme dans la politique d'élargissement et de voisinage de l'UE qui a été de plus en plus à l'ordre du jour sous la pression des États-Unis. La militarisation par les forces de l'OTAN des pays de l'UE limitrophes de la Russie ; tout comme la tentative de

pousser les pays de la Communauté des États Indépendants issus du démantèlement de l'URSS à des partenariats/coopérations de plus en plus poussées avec l'OTAN ; ont aggravé les tensions et les risques de guerre ; comme on l'a vu en 2008 en Géorgie et aujourd'hui en Ukraine.

« DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX PARACHUTISTES AMÉRICAINS VONT DÉBARQUER LE 20 AVRIL SUR LE TERRAIN MILITAIRE DE IAVORIV », DANS LA RÉGION DE LVIV PRÈS DE LA FRONTIÈRE POLONAISE, POUR ENTRAÎNER 900 SOLDATS DE LA GARDE NATIONALE UKRAINIENNE A PRÉCISÉ ARSEN AVAKOV, MINISTRE UKRAINIEN DE L'INTÉRIEUR, SUR SON COMPTE FACEBOOK LE 30 MARS 2015.

DATES CLÉS

21 NOV. 2013

Le président Ianoukovitch annonce la suspension des discussions avec l'Union européenne sur l'accord de commerce et d'association, contrairement à ce qu'il avait lui-même préconisé. Début des manifestations de l'opposition, notamment pro-européenne Place Maïdan à Kiev.

12 JAN. 2014

Retour des manifestants Place Maïdan.

22 FÉV. 2014

Le président Ianoukovitch fuit la capitale et un gouvernement provisoire prend le pouvoir.

16/18 MARS 2014

Après des semaines de tension, les électeurs de Crimée se prononcent à 96% pour le rattachement à la Fédération de Russie. Vladimir Poutine signe avec les autorités criméennes le traité ratifiant l'annexion.

2 MAI 2014

Affrontements meurtriers à Odessa où plus de trente personnes, dont des militants communistes, opposés au gouvernement de Kiev sont assassinées, brûlées vives dans le siège des syndicats où elles étaient réfugiées.

18/20 FÉV. 2014

Flambée de violences dans le centre de Kiev. Les ministres des affaires étrangères français, allemand et polonais arrivent à Kiev pour une « médiation ». Un accord de sortie de crise et prévoyant présidentielle anticipée, révision de la Constitution et formation d'un gouvernement national est signé. Il ne sera jamais appliqué.

4 MARS 2014

Vladimir Poutine, le président russe, affirme que le nouveau pouvoir en Ukraine est issu d'un « coup d'État anticonstitutionnel ». La Russie se réserve le droit de recourir à « toutes les options disponibles. »

6 AVR. 2014

Des manifestants russophones occupent les sièges des gouvernements régionaux à Donetsk, Kharkov, du quartier général des forces de sécurité à Louhansk. Peu à peu de nombreuses villes de l'Ukraine orientale tombent sous le contrôle des manifestants.

11 MAI 2014



RUSSIE ET UKRAINE, REPÈRES..

Russie et Ukraine sont étroitement liées historiquement au fil des siècles. C'est à Kiev que fut fondée la Rous' (Ruthénie) au X^e siècle, considéré comme le premier État russe. Au fil du temps, le territoire de l'Ukraine actuelle a été partagé entre différentes puissances (Pologne, Lituanie, Tatars).

C'EST AU XVIII^e SIÈCLE QUE LE PARTAGE DE CE QUI DEVIENDRA L'UKRAINE PREND SON IMPORTANCE.

Alors que l'Ukraine occidentale reste sous domination polono-lituanienne, la partie orientale s'organisa dans l'Hetmanat cosaque qui, lui-même, fut de nouveau partagé entre les Polono-lituanais d'un côté, et les Russes de Moscou de l'autre. Au moment des partages entre les empires à la fin du XVIII^e siècle, l'Ukraine actuelle fut éclatée entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire russe.

Après la Première guerre mondiale, une république ukrainienne est proclamée mais les territoires de l'Ukraine occidentale (comme ceux de la Biélorussie occidentale) sont rattachés à la Pologne qui ressurgit comme État après un siècle et demi de disparition.

À la fin de la Guerre civile russe, la partie orientale sous le nom d'Ukraine devient une des républiques fondatrices de l'URSS avec la Russie, la Biélorussie et la Transcaucasie.

Après la Seconde guerre mondiale, l'Ukraine récupère les territoires annexés par la Pologne. L'Ukraine, comme la Biélorussie, bien que toutes deux parties prenantes de l'Union soviétique, auront droit chacune à un siège à l'ONU. En 1954, Nikita Khrouchtchev rattache la Crimée –qui appartenait à la Fédération de Russie – à l'Ukraine.



// Ukraine XVIII^e siècle



// Ukraine 1920



ACCORDS MINSK 2

Les accords de Minsk 2 du 12 février 2015 réaffirment les termes du « Mémoire de Minsk » de septembre 2014.

ILS RECONNAISSENT L'INTÉGRITÉ DE L'UKRAINE.

Les accords prévoient, outre le cessez-le-feu, la création d'une zone de sécurité, le désarmement des belligérants, la libération des otages et prisonniers, le retrait de toutes les formations militaires, équipements et mercenaires, le désarmement des groupes illégaux, un processus de pardon et d'amnistie, et l'ouverture de pourparlers pour l'organisation d'élections locales dans l'Est et pour un processus de réforme constitutionnelle d'ici la fin de l'année 2015.

Toute la mise en œuvre de ces accords est placée sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui comprend 57 membres dont la Russie et les États-Unis.

Le texte signé par Kiev et les séparatistes de l'Est et approuvé par la Russie, l'Allemagne et la France engage également les parties prenantes sur l'aide humanitaire et la restauration du tissu économique et social.



Petro Porochenko est élu président, mais l'Est du pays est, évidemment, la Crimée ne votent pas. Des combats violents continuent dans l'Est.	20 JUN 2014	Cessez-le-feu unilatéral ukrainien, qui ne tiendra pas.	1 ^{ER} JUIL. 2014	Offensive des militaires ukrainiens et des milices pro gouvernementales contre les régions de l'Est.	26 AOÛT 2014	Rencontre Porochenko-Poutine à Minsk (Biélorussie). Feuille de route pour un cessez-le-feu qui ne sera pas appliqué.	26 SEP. 2014	Législatives en Ukraine, sans participation des provinces orientales.	23 DEC. 2014	Alors que la guerre continue à l'Est, le parlement de Kiev vote la fin de la neutralité de l'Ukraine et demande son adhésion à l'OTAN.	2 FÉV. 2015	Négociations à Minsk qui débouchent sur « Minsk 2 ».
Accords de Minsk 1 signés entre les présidents ukrainien et russe en marge des cérémonies du débarquement.	6 JUN 2014	Premier acte du président Porochenko : la signature de l'accord d'association avec l'UE.	27 JUN 2014	Un avion de la Malaysian Airlines est abattu dans l'est de l'Ukraine. 295 victimes. Gouvernementaux et séparatistes se renvoient la responsabilité du drame.	17 JUIL. 2014	Sous l'égide de l'OSCE, les parties concernées (pouvoir ukrainien, séparatistes, Russie) signent le protocole de Minsk (en douze points).	5 SEPT. 2014	L'ONU estime que le conflit a déjà fait plus de 5000 morts. La situation humanitaire est désastreuse avec plus de 500 000 réfugiés.	23 JAN. 2015	Négociations à Minsk qui débouchent sur « Minsk 2 ».	12 FÉV. 2015	

UKRAINE : COMPRENDRE LES ENJEUX



LE PCF ET L'UKRAINE : «NOTRE SEUL CAMP EST CELUI DE LA PAIX»



Le Parti communiste français s'est réjoui de l'accord de Minsk 2 dans un communiqué publié le 12 février.

« Ceux qui faisaient pression pour la livraison d'armes supplémentaires et l'élargissement du conflit en sont pour l'instant pour leurs frais. L'Accord de Minsk est la démonstration que seule une solution politique et diplomatique peut mettre un terme au conflit qui ensangante l'Ukraine depuis de trop longs mois (...)

C'est la preuve qu'on peut imposer le silence des armes et faire reculer les bellicistes dans tous les camps. C'est aussi la confirmation de la nécessité de garantir la neutralité de l'Ukraine », indiquait notamment le PCF.

Le 23 janvier, le PCF avait condamné l'offensive militaire lancée par le gouvernement de Kiev et la rupture du statut de neutralité de l'Ukraine avec la sollicitation de cette dernière de rejoindre l'OTAN. « Il y a désormais urgence à la mobilisation des forces de paix et des peuples en Europe pour imposer l'arrêt de l'opération contre les populations du Donbass.

Le PCF lance un appel urgent et solennel au gouvernement français pour qu'il favorise l'ouverture immédiate de négociations mettant un terme au bain de sang. Il en va de la paix et de la sécurité en Europe. »



LE PCF SOLIDAIRE DES COMMUNISTES ET DES PROGRESSISTES UKRAINIENS



Manifestation des jeunes communistes des Bouches-du-Rhône devant le consulat d'Ukraine en mai 2014.

Le KPU doit faire face à la fois au pouvoir ultralibéral, et aux groupes fascistes et néo-nazis organisés militairement qui s'en prennent, dans la partie occidentale de l'Ukraine, de façon violente à ses militants et à ses élus (enlèvements, agressions physiques, tortures...) avec la complicité du gouvernement ukrainien qui parallèlement facilite la promotion des partisans de Bandera et de l'UPA qui ont combattu aux côtés des nazis pendant la Seconde guerre mondiale qualifiés par Petro Porochenko « d'exemple d'héroïsme et de patriotisme »...

Le KPU et d'autres forces démocratiques et progressistes ukrainiennes sont au premier rang de la lutte contre les menées fascistes et se prononcent pour l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en trouvant les formes constitutionnelles pour respecter les droits (y compris d'autodétermination) des populations russophones de l'Est. Le secrétaire général du KPU, Petro Simonenko a été reçu par la direction du PCF, du PGE (Parti de la gauche européenne) et les députés européens de la Gauche unitaire européenne.

LES PROPOSITIONS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

■ la création d'une force d'interposition formée par l'OSCE (dont la Russie est membre) qui serait déployée dans le Donbass principalement dans la zone de Donetsk et Lougansk pour geler les combats et établir une ligne de cessez-le-feu suite aux accords de Minsk.

■ Le déploiement d'une aide humanitaire d'urgence via le CICR.

■ Dans le plus long terme, une réunion d'une conférence internationale en 2015 pour relancer un processus de partenariat de paix, de sécurité et de coopération communes en Europe via l'OSCE, en forme d'Helsinki II, 40 ans après les premiers accords d'Helsinki. Un processus qui permette d'avancer notamment vers un moratoire du déploiement de l'OTAN dans la région et l'interdiction des armes nucléaires tactiques en Europe. (Communiqué du PCF du 19 novembre 2014).

Parti communiste français
secteur relations
internationales

<http://international.pcf.fr>
[@pcf_monde](http://facebook.com/pcfmonde)

dossier réalisé et mis en page
par le secteur international.
avril 2015. Tous droits réservés